

MINISTÈRE DE L'EDUCATION  
NATIONALE  
UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI  
SECRETARIAT GÉNÉRAL  
DIRECTION DU PERSONNEL ET  
DES  
AFFAIRES ADMINISTRATIVES  
SFA (I-1)

VISAS:

République Populaire du Congo  
Travail - Démocratie - Paix

DÉCRET N° 64/490 du 23.5.84 /

Pортant intégration dans le statut du Personnel de l'Université Marien NGOUABI et nomination de Monsieur NECOMA Charles en qualité d'Assistant de 2ème classe.

LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT,

- Vu la constitution du 3 juillet 1970 ;  
Vu la loi 25/80 du 13 Novembre 1980 portant amendement de l'article 47 de la Constitution du 3 juillet 1970 ;  
Vu La loi 15/82 du 3 Février 1982 portant statut général des fonctionnaires en République Populaire du Congo ;  
Vu l'Ordonnance 29/71 du 14 Novembre 1971 portant création de l'Université de Brazzaville ;  
et/URG.Vu l'Ordonnance 9/74 du 14 Mai 1974 portant modification de l'ordonnance 29/71 du 4 Décembre 1971 portant création de l'Université de Brazzaville ;  
Vu l'Ordonnance 34/77 du 28 juillet 1977 portant changement du nom de l'Université de Brazzaville en Université Marien NGOUABI ;  
Vu le Décret 76/439 du 16 Novembre 1976 portant organisation de l'Université Marien NGOUABI ;  
Vu le Décret 75/489 du 14 Novembre 1975 portant statut du personnel de l'Université Marien NGOUABI ;  
Vu le Décret 81/375 du 29 Septembre 1976 modifiant le Décret 75/489 du 14 Novembre 1975 portant statut du personnel de l'Université Marien NGOUABI ;  
Vu le Décret 75/490 du 14 Novembre 1975 portant fixation des traitements et salaires des personnels de l'Université Marien NGOUABI ;  
Vu le Décret 79/154 du 4 Avril 1979 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;  
Vu le Décret 80/646 du 26 Décembre 1980 portant nomination des Membres du Conseil des Ministres ;  
Vu le Résolutif 31/013 du 16 janvier 1981 au le Décret 80/646 du 26 Décembre 1980 portant nomination des Membres du Conseil des Ministres ;  
Vu le Décret 59/23/PP du 30 janvier 1959 fixant les modalités d'intégration des fonctionnaires dans les cadres de la République Populaire du Congo ;  
Vu le Décret 62/196/FP du 3 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;  
Vu le Décret 62/197/PP du 3 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi 15/82 du 3 Février 1982 portant statut général des fonctionnaires ;  
Vu le Décret 62/165/PP-DE du 22 Mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'enseignement ;  
Vu le Décret 74/470 du 31 Décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du Décret 62/196 du 3 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;  
Vu le Décret 62/195/PP du 3 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories de la République Populaire du Congo ;  
Vu le Décret 62/130/MP du 9 Mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;  
Vu le Décret 62/196/PP du 3 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le Décret 67/50/FF-LDE du 24 février 1967 réglementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière Administrative et reclassements ;  
Vu l'arrêté 2087/FF du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;  
Vu l'arrêté 4252/MEN/UMNG du 3 Mai 1982 portant création des Diplômes d'Etudes Supérieures (D.E.S.) de l'Université Marien NGOUABI ;  
Vu le certificat de prise de service n° 3153/UMNG/SG/DPAAD/K.2 du 25 Novembre 1982 ;  
Vu le Dossier de candidature à un poste d'enseignant à temps plein présenté par l'intéressé.  
Vu le décret n° 81/017 du 26.1.1981 relatif aux intérêts des Membres du Gouvernement ;  
Vu le décret n° 3/320 du 3.5.1983 portant nomination d'un Membre du Conseil des Ministres ;

D E C R E T E :

Article 1er. - En application des dispositions combinées des articles 12 et 41 (nouveaux) du Décret 81/675 du 29 Septembre 1981 et de l'article 3 de l'arrêté 4252/MEN-UMNG du 3 Mai 1982 susvisés, Monsieur NZOUNZA Charles de Nationalité Congolaise, né le 10 Mai 1930 à Brazzaville, Inspecteur de l'enseignement Primaire de 6ème échelon, indice 140C pour compter du 4 Avril 1981, titulaire de la Maîtrise des Sciences de l'Education (nouveau régime) délivrée par l'Université Marien NGOUABI équivalente du Diplôme d'Etudes Supérieures (D.E.S.) est recruté, intégré dans le statut du personnel de l'Université Marien NGOUABI et nommé Assistant de 2ème classe, 6ème échelon, indice 140C.

Bénéficiaire d'une bonification de deux (2) échelons, est reclassé et nommé Assistant de 2ème classe, 8ème échelon, indice 148C.

Article 2. - Le présent Décret qui prend effet tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté pour compter du 15 Octobre 1982, date effective de prise de service de l'intéressé à l'Université Marien NGOUABI, sera enregistré au Journal officiel de la République Populaire du Congo et communiqué partout où besoin sera. /.-

Brazzaville, le 23 Mai 1984

Par le Premier Ministre,  
Chef du Gouvernement,

Le Ministre de l'Education  
Nationale,

Antoine NDINGA-CBA.

Le Ministre des Finances

Colonel Louis SILVAIN-GOMA.

Yves Bembotumba -LEKOUIDZOU.

Le Ministre du Travail et de  
la Prévoyance Sociale,

AMPLIATIONS :

- PM/Cab.:	2
- SGCM/EC.:	2
- MEN/Cab.:	3
- DGTFP.:	4
TOTAL :	7

Bernard CCIBO-LATSIONA.